

Loi travail

Les syndicats réformistes ont renoncé au progrès social

Les divisions entre les syndicats dits « *réformistes* » et « *non réformistes* » sont une nouvelle fois extrêmement vives, en particulier au sujet de l'article deux de la loi travail. Comment comprendre ces différentes approches pour un même texte, alors que l'objectif des syndicats est censé être identique ?

On pourrait résumer la position de la CFDT ainsi : « *il ne faut pas craindre l'inversion de la hiérarchie des normes, dans un système mondialisé l'entreprise est le niveau le plus adapté pour négocier les accords, les salariés ne seront pas en position de faiblesse, et de toutes façons le code du travail reste la norme applicable à tous* ».

Ce discours soulève quelques interrogations. Il est en effet contradictoire d'affirmer que les salariés n'auront pas à craindre une négociation directe en entreprise, qu'ils ne seront pas en position de faiblesse, et d'expliquer dans le même temps qu'ils restent de toute façon protégés par le code du travail. En effet, si les négociations au sein de l'entreprise se déroulent d'égal à égal, et permettent de trouver un accord adapté au contexte de l'entreprise, pourquoi conserver un code du travail, qui lui sera bien moins adapté ? Si les accords de branche, qui sont spécifiques au secteur d'activité de l'entreprise, ne sont pas adaptés, le code du travail l'est encore moins. Ainsi, l'argument qui pousse à la marginalisation des accords de branche conduit mécaniquement à l'éviction du code du travail.

Il est donc profondément contradictoire de déclarer ne pas craindre la fin de la primauté des accords de branche tout en argumentant que les salariés resteront protégés par le code du travail. On sent bien ici le message subliminal induit par le discours de la CFDT « *effectivement, on s'attend à du dumping social, c'est la mondialisation on n'a pas le choix, il faut regagner en compétitivité, mais on reste quand même protégé par le code du travail* ». C'est donc reconnaître officiellement que les salariés seront plus en position de faiblesse dans les négociations que les employeurs, comme le confirme d'ailleurs le monde réel : l'individualisation des négociations renforce les inégalités entre les salariés et la moyenne des accords obtenus est inférieure à ce qui serait atteignable via une négociation globale. L'harmonisation des systèmes sociaux européens vers le bas depuis plus de 30 ans en est une bonne illustration. Même la démocratie sociale allemande n'a pas été capable de mettre en place un salaire minimal, il a fallu une loi. L'individualisation des droits engendre ainsi un renforcement de l'hétérogénéité des droits accentuant le sentiment d'injustice entre salariés.

De plus ce discours révèle une très mauvaise analyse de l'état de l'économie mondiale. Ce qui manque cruellement à la mondialisation, ce sont des régulateurs globaux pour protéger les salariés. En l'absence de régulateur, tous les travailleurs sont mis en concurrence, ce qui conduit à un dumping social généralisé et amplifie la crise, via une baisse de la consommation. Ainsi, l'augmentation des inégalités et des tensions déflationnistes prouvent que les conditions ne sont pas favorables aux salariés. Et les citoyens, se retrouvant abandonnés par leurs représentants, se déportent massivement sur des partis populistes. Il faudrait donc, au contraire, pousser pour la mise en place de règles globales plutôt que de morceler les accords entreprise par entreprise.

Le discours des syndicats réformistes est donc rempli de contradictions. Il faut y déceler l'acceptation de voir la vie des salariés devenir de plus en plus difficile et d'acter pour un accompagnement de ce mouvement. Tout comme la gauche sociale libérale, ces syndicats, contaminés par les discours déclinistes, ont implicitement renoncé au progrès social, ouvrant un boulevard aux partis populistes. Il s'agit donc de les encourager à sortir de cette posture de servitude volontaire, et de les aider à comprendre que dans un monde qui n'a jamais créé autant de richesses, le progrès social est toujours possible.